

considérables dans le personnel administratif du pays.

Les hommes politiques d'alors n'accordaient les places du gouvernement qu'aux plus méritants, et le mot *boodlage* n'était pas encore connu dans le vocabulaire du pays.

Vers 1870, trois ans après la sanction de l'acte qui réunissait toutes les provinces du Canada sous un même drapeau, la corruption électorale était élevée à la hauteur d'une institution nationale, sous le régime conservateur de sir John Macdonald, et le népotisme fut remis en honneur.

Après la chute de sir John, sous le gouvernement libéral Mackenzie, les traditions conservatrices se continuèrent, tout en augmentant d'intensité.

Tout naturellement encore, les gouvernements — conservateurs et libéraux — qui se succédèrent à Ottawa et à Québec, suivirent les traces de leurs prédécesseurs et s'empressèrent de ne rien changer au *statu quo* qui avait si bien servi les intérêts des gouvernements antérieurs.

Les vrais libéraux, en 1896, lorsque se présentèrent les élections générales, crurent que l'avènement de l'hon. M. Laurier au pouvoir mettrait fin au népotisme.

Un grand nombre de conservateurs, qui n'avaient rien à espérer du nouveau régime, eurent la même pensée, et votèrent pour le nouveau chef avec un enthousiasme qui déterminait une victoire éclatante pour le chef libéral.

Ils ne tardèrent pas, cependant, à s'apercevoir qu'ils avaient commis une grave erreur, et que plus ça change dans les gouvernements, plus c'est la même chose.

De plus, ils n'avaient pas compté sur une complication survenue après l'élection, et à laquelle ils n'avaient pas songé : l'influence que le jupon peut exercer sur les des-

tinées politiques d'un gouvernement dont le seul souci est la répartition du patronage entre ses amis.

Et voilà comment il se fait que, depuis trente ans, les Canadiens-français, tous tant qu'ils sont, font de la politique, bataillent dans les clubs, s'injurient sur les hustings, se vilipendent dans les journaux dans le but unique de donner de grosses places et de plantureuses sinécures aux membres valides et invalides d'une cinquantaine de familles bleues ou rouges qui ont fini par croire que la chose publique était leur absolue propriété.

Nous ne nommerons personne, mais tous ceux qui sont un peu au courant savent que ces avancés sont exacts, et déplorent, comme nous, que la politique canadienne n'ait pas un but plus élevé et ne serve que de marchepied aux intrigants qui n'ont qu'un talent unique :

Celui de faire croire aux badauds qui font la courte échelle pour les hisser sur le pavois qu'ils sont de grands hommes.

VIEUX-ROUGE

L'INCIDENT DE JOLIETTE

Un incident bien regrettable vient de se produire dans une des maisons d'éducation de la province, celle où l'abbé Billaigé, aujourd'hui curé de Saint-Hobert, était autrefois professeur.

Lundi dernier, la *Minerve* publiait un entrefilet annonçant que vingt-sept élèves de Belles-Lettres avaient été chassés du collège de Joliette, et leur expulsion était motivée par le fait qu'ils avaient refusé d'obéir à l'injonction d'un professeur qui leur avait commandé d'enlever une énorme quantité de neige qui couvrait une partie de la cour de récréation, on a dit 27 pieds.